

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Gurria-veut-asseoir-l-influence-de-l-OCDE-sans-forcement-l-elargir>

Gurria veut asseoir l'influence de l'OCDE, sans forcément l'élargir.

- Empire et Résistance - Organismes et ONGs de domination -

Date de mise en ligne : lundi 5 décembre 2005

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

PARIS (AFP), mercredi 30 novembre 2005 -

Le Mexicain Angel Gurria, désigné mercredi à la tête de l'OCDE, veut approfondir le dialogue avec les nouveaux poids lourds de l'économie mondiale, quitte à ce qu'ils restent exclus de son cercle, et réformer en profondeur l'institution pour réaffirmer son influence.

L'ancien ministre des Finances et des Affaires étrangères mexicain, âgé de 55 ans, devrait prendre les rênes de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) à partir de juin 2006, succédant au Canadien Donald Johnston qui part en retraite après 10 ans passés à son poste.

Parmi les principaux chantiers que M. Gurria trouvera sur sa route pendant les 5 ans de son mandat figure l'élargissement de ce club jusqu'ici assez fermé, avec seulement 30 pays membres.

Quoiqu'il arrive, il s'agit d'"une décision prise par les membres pour les membres", a souligné M. Gurria lors d'une conférence de presse menée par vidéoconférence depuis Mexico.

Le mandat principal de l'OCDE est "de faire en sorte que l'économie mondiale fonctionne mieux", et l'organisation ne peut donc se permettre d'ignorer l'existence de pays comme la Chine ou l'Inde.

Mais elle est aussi basée sur le respect d'une certaine "philosophie sociale" et des "principes de la démocratie", ou plus généralement "l'acquis OCDE", a-t-il ajouté. Certains de ces pays d'ailleurs ne souhaitent pas forcément faire "formellement" partie de l'OCDE, a-t-il remarqué. La coopération avec ces pays peut sans problème se faire hors adhésion de ces pays, a-t-il estimé. L'essentiel est de choisir "l'une des deux" options.

Il a d'ailleurs rappelé qu'il avait été le premier à inviter les grands pays émergents à participer à la réunion ministérielle de l'OCDE qu'il présidait en 1999 alors qu'il était ministre des finances de son pays.

Evoquant ses ambitions en matière de réformes internes pour l'organisation, il a insisté sur le fait qu'elle "n'a pas besoin d'être réinventée, mais repositionnée".

Il mis l'accent sur la nécessité de rendre l'OCDE plus visible, plus connue auprès du public, et appelé les ministres des pays membres à la considérer comme une "extension naturelle de leurs travaux de tous les jours", y compris pour la préparation des agendas des réunions de type G8 ou G20. L'OCDE est "une banque de connaissances, de sagesse mise à la disposition des pays membres", a-t-il souligné.

Confrontée à une globalisation "inévitabile", mais "qu'on peut gérer mieux", l'OCDE est selon lui "la mieux placée" de toutes les institutions pour faire en sorte qu'elle se passe bien.

Elle est toutefois confrontée à un "problème arithmétique" de moyens, c'est-à-dire qu'elle devra abandonner certaines de ses prérogatives si elle veut être capable de faire face aux nouveaux défis qui se présentent, faute de quoi elle pourrait perdre "en qualité, en profondeur et en crédibilité", a-t-il prévenu.

M. Gurria, qui est actuellement consultant et membre du conseil de direction auprès de plusieurs entreprises privées, d'institutions multilatérales et d'organismes à but non lucratif, a indiqué qu'il avait déjà brièvement présenté ses idées sur la future organisation de l'OCDE et allait approfondir cette réflexion au cours des prochains mois.

Gurria veut asseoir l'influence de l'OCDE, sans forcément l'élargir.

M. Gurria sera le 5ème secrétaire général de l'OCDE depuis sa création, en 1961. Il s'est félicité qu'un citoyen d'un pays en développement ait été choisi pour la première fois, jugeant que cela témoignait des "bonnes pratiques" et des critères "objectifs" utilisés par l'organisation.